Document généré le 17 avr. 2024 06:28

Revue québécoise de science politique

L'effondrement du parti progressiste-conservateur à l'élection de 1993

Richard Nadeau, Daniel Guérin et Pierre Martin

Numéro 27, printemps 1995

L'élection fédérale canadienne de 1993

URI : https://id.erudit.org/iderudit/040371ar
DOI : https://doi.org/10.7202/040371ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)
1918-6592 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Nadeau, R., Guérin, D. & Martin, P. (1995). L'effondrement du parti progressiste-conservateur à l'élection de 1993. *Revue québécoise de science politique*, (27), 123–148. https://doi.org/10.7202/040371ar

Résumé de l'article

La présente étude applique un modèle de vote permettant de mieux comprendre l'effondrement du Parti progressiste-conservateur à l'élection fédérale de 1993. Ce modèle repose sur l'idée selon laquelle les Conservateurs, compte tenu des positionnements idéologiques des divers partis fédéraux sur deux « super enjeux », l'économie et le statut du Québec, ont été incapables de protéger une base minimale d'appuis qui leur aurait permis, à tout le moins, de « sauver les meubles » dans cette élection. Notre approche multivariée a tenu compte des enjeux économiques, des choix constitutionnels ainsi que des évaluations relatives aux partis et aux chefs. Notre analyse a mis en évidence une offre de politiques et une structure de préférences qui se sont avérées nettement désavantageuses pour le P.C. L'effet combiné de ce phénomène et de la profonde insatisfaction à l'endroit de la performance du gouvernement contribue à expliquer l'effondrement des Conservateurs à l'élection de 1993.

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'EFFONDREMENT DU PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR À L'ÉLECTION DE 1993

Richard Nadeau
Daniel Guérin
Pierre Martin
Université de Montréal

La présente étude applique un modèle de vote permettant de mieux comprendre l'effondrement du Parti progressiste-conservateur à l'élection fédérale de 1993. Ce modèle repose sur l'idée selon laquelle les Conservateurs, compte tenu des positionnements idéologiques des divers partis fédéraux sur deux «super enjeux», l'économie et le statut du Québec, ont été incapables de protéger une base minimale d'appuis qui leur aurait permis, à tout le moins, de «sauver les meubles» dans cette élection. Notre approche multivariée a tenu compte des enjeux économiques, des choix constitutionnels ainsi que des évaluations relatives aux partis et aux chefs. Notre analyse a mis en évidence une offre de politiques et une structure de préférences qui se sont avérées nettement désavantageuses pour le P.C. L'effet combiné de ce phénomène et de la profonde insatisfaction à l'endroit de la performance du gouvernement contribue à expliquer l'effondrement des Conservateurs à l'élection de 1993.

Richard Nadeau, Daniel Guérin, Pierre Martin, département de science politique, Université de Montréal, C.P. 6128, Succ. «A», Montréal (Québec), H3C 3J7.

Revue québécoise de science politique, no 27, printemps 1995.

Le fait marquant de l'élection fédérale du 25 octobre 1993 au Canada a été, sans contredit, la quasi-disparition du Parti progressiste-conservateur (P.C.) de la carte politique. Jamais dans l'histoire des élections fédérales un parti au pouvoir ne s'était vu infliger une défaite aussi cuisante, passant de 43% des votes et 169 députés, à seulement 16% de l'appui populaire et deux députés.

Divers facteurs ont été avancés afin d'expliquer cet effondrement. On cite notamment l'impopularité extrême d'un gouvernement usé par deux mandats consécutifs, deux échecs constitutionnels retentissants, une profonde récession économique et la campagne maladroite de Kim Campbell. Il est évident que tous ces facteurs ont contribué à la débâcle conservatrice, mais l'ampleur de la chute, à notre avis, ne peut s'expliquer qu'en tenant compte de l'impact du nouvel échiquier idéologique introduit par la présence de deux nouveaux partis, le Bloc Québécois et le Parti réformiste.

Cet article a pour but de montrer comment l'arrivée de ces deux partis a eu pour effet de saper les fondements mêmes de la coalition électorale conservatrice, coalition qui reposait sur une alliance délicate entre le nationalisme québécois de toutes tendances et la droite idéologique dans le reste du Canada[1]. À l'aide d'un modèle simple de l'appui au gouvernement sortant, ce texte montre plus spécifiquement comment l'étroitesse du corridor idéologique occupé par les conservateurs a privé ce parti de la loyauté de nombreux électeurs et transformé une défaite en débâcle.

1. Bien que cette hypothèse ait été évoquée à de multiples reprises autant dans la presse que dans divers milieux de la science politique, elle n'a pas encore fait l'objet d'une vérification empirique à notre connaissance. Par exemple, Johnston et al. (1992: 254), abordant en conclusion de leur ouvrage sur l'élection de 1988 les développements du système partisan survenus entre 1988 et 1992, évoquaient la double menace à la coalition conservatrice constituée par l'émergence du Reform et du Bloc. Nous proposons ici une façon de vérifier le bien-fondé de cette proposition en examinant le rôle des positionnements idéologiques sur certains enjeux importants de l'élection de 1993.

Un modèle du soutien électoral des gouvernements sortants

Notre modèle suppose que le vote reçu par un gouvernement sortant dépend de facteurs de court et de long terme (Clarke, Mishler et Whitely, 1990: 66). Les facteurs de court terme renvoient à l'évaluation de la performance du gouvernement sortant, à l'image du leader du parti gouvernemental (Nadeau, Niemi et Amato, 1995) et au déroulement de la campagne électorale (Johnston et al., 1992; Finkel, 1993). Ces considérations de court terme forment pour l'essentiel la base d'un vote d'approbation ou de désapprobation de la performance d'un chef de gouvernement et de son équipe ministérielle.

Les facteurs de long terme renvoient aux préférences plus fondamentales de l'électeur. Ces préférences peuvent résulter d'un processus de socialisation politique (Jennings et Niemi, 1981) ou d'une évaluation cumulative à travers le temps de la performance des partis (Fiorina, 1981). De façon générale, nous postulons que ces préférences de long terme résultent de la consonnance entre la position d'un électeur sur un nombre limité d'enjeux importants[2] et sa perception de la position des partis sur les enjeux. Ces préférences reflètent le plus souvent un positionnement sur un ou plusieurs axes idéologiques. Dans cette perspective, le positionnement gauche-droite, par exemple, peut être considéré comme un «super enjeu» synthétisant les positions des électeurs quant au rôle de l'État dans l'économie (Inglehart, 1984; Dalton et Wattenberg, 1993) et constituant par là même un déterminant fondamental de leurs choix électoraux.

Ce modèle peut être simplifié lorsqu'il y a prééminence d'un «super enjeu» durant une période donnée. Dans ce cas, le vote reçu par le parti gouvernemental dépendra du taux d'approbation de la performance de ce parti et de son chef, de même que de la distance entre la position d'un électeur sur un «super enjeu» et la position des principaux partis

2. Sur la question de l'importance accordée aux enjeux, voir Krosnick 1990.

d'opposition[3]. Un gouvernement jouissant d'une approbation élevée sera donc appuyé par ses partisans naturels (qui conjuguent alors satisfaction et cohérence idéologique) et par les électeurs de l'opposition satisfaits du gouvernement et se situant dans une proximité idéologique suffisante vis-à-vis de lui pour rendre une défection envisageable. Inversement, un gouvernement bénéficiant d'un faible niveau d'approbation devra se replier sur la portion de sa clientèle dont l'éloignement idéologique avec les partis d'opposition lui assure la loyauté[4].

Si l'on peut aisément identifier les principaux facteurs ayant contribué aux choix électoraux individuels, il devient beaucoup plus difficile de préciser le poids relatif de chacun de ces déterminants dans l'issue d'une élection donnée. Par exemple, le résultat de l'élection de 1993 est-il surtout le reflet d'un vote en fonction d'enjeux idéologiques ou d'un vote fondé sur la performance passée du gouvernement conservateur? L'étude actuelle ne prétend pas répondre à de

3. Bien que nous empruntions au vocabulaire et à l'esprit d'un modèle «spatial» des choix électoraux (Enelow et Hinich, 1984), nous ne disposons pas dans cette étude des variables permettant une formalisation adéquate de ce type de modèle (pour une application récente de l'analyse spatiale au phénomène des défections partisanes aux Etats-Unis, voir Lawrence, 1993). De même, notre base de données ne contenait pas d'informations sur le degré de satisfaction envers le gouvernement. Néanmoins, les données de sondage disponibles (Voir *The Reid Report*, vol. 8, no 9, octobre 1993) montrent que l'insatisfaction envers le gouvernement était très élevée au moment du déclenchement de l'élection. Ces mêmes données montrent également que l'image de Kim Campbell s'est détériorée tout au long de la campagne électorale. Tous ces faits sont compatibles avec l'explication de la débâcle conservatrice suggérée par notre modèle.

4. Alt et Chrystal (1983) tiennent un raisonnement analogue soulignant que: "Disliking an incumbent's performance does not directly imply favoring a particular opposition party". Cette réticence des électeurs insatisfaits envers les partis d'opposition tiendrait précisément à des questions de compatibilité idéologique: "Parties will be closely identified with policies which supporters of some others parties will find difficult to support" (Alt et Chrystal, 1983: 159).

telles questions, qui exigeraient une analyse plus approfondie des interrelations entre les divers ordres de facteurs[5].

La mise en parallèle des élections fédérales de 1988 et de 1993 permet d'illustrer le modèle. En 1988, la satisfaction envers le gouvernement et son chef était assez élevée et les deux composantes principales de la coalition conservatrice — les nationalistes du Québec et la droite idéologique dans le reste du Canada (Johnston et al., 1992) — étaient formées pour l'essentiel d'électeurs trop éloignés des partis d'opposition pour faire défection. Cinq ans plus tard, la présence du Bloc Québécois et du Parti réformiste, en élargissant l'éventail des choix sur deux enjeux fondamentaux — la place de l'État dans l'économie et la place du Québec dans le Canada — va provoquer une désaffection massive envers un gouvernement conservateur fort impopulaire, en réduisant de manière importante la taille des clientèles captives sur lesquelles ce parti aurait dû compter pour sauver les meubles.

Même si notre modèle met l'emphase sur l'impact de la venue des deux nouveaux partis sur les choix idéologiques des électeurs — ces préférences étant considérées habituellement dans les fonctions de vote comme des facteurs de long terme — nous ne négligerons pas pour autant les jugements des électeurs sur les divers aspects de la performance gouvernementale conservatrice, facteurs dont l'importance a été soulignée par plus d'un observateur depuis l'élection de 1993.

Les données disponibles dans cette étude permettent de tester le bien-fondé des principaux aspects de notre modèle. Pour ce faire, nous allons d'abord montrer que l'enjeu déterminant dans les choix électoraux n'a pas été le même au Québec et dans le reste du Canada, l'avenir du Québec ayant été dominant dans le premier cas et le rôle de l'État dans l'économie dans le second. Ensuite, nous montrerons comment l'arrivée du parti de Lucien Bouchard au Québec et celui de Preston Manning ailleurs au Canada a modifié l'éventail des choix possibles sur ces deux enjeux et sapé, de

5. Pour un exemple d'une telle synthèse s'appliquant aux élections présidentielles américaines, voir Stanley Kelley Jr. (1983).

ce fait, la base électorale du P.C. Enfin, une analyse multivariée nous permettra d'évaluer l'impact des enjeux sur le vote en tenant compte des évaluations de la performance des chefs et des partis.

Une analyse de la défaite conservatrice de 1993

Les données de la présente étude proviennent d'un sondage effectué au cours de la campagne électorale fédérale de 1993 auprès d'un échantillon de 3 010 Canadiens (1 001 Québécois). Ce sondage a eu lieu avant qu'une chute prononcée des appuis au Parti progressiste-conservateur ne se soit produite. Bien que les résultats de ce sondage surestiment l'appui que l'équipe de Kim Campbell a reçu aux urnes, ils permettent de bien rendre compte de la fragilité de cet appui, tant au Québec que dans le reste du Canada[6].

Pour appliquer notre modèle à l'élection de 1993, nous devons d'abord identifier les dimensions dominantes des alignements partisans dans l'électorat canadien et surtout, montrer en quoi l'arrivée du Bloc Québécois et du Parti réformiste a modifié la position relative des partis existants par rapport à ces dimensions. L'identification de ces dimensions est une question empirique. Dans le cas canadien, les études existantes ont montré que les clientèles partisanes dans les provinces anglophones tendaient à se répartir en fonction des positionnements individuels sur ce que devrait être le degré d'intervention de l'État dans l'économie (Johnston et al., 1992, chap. 3). Ce clivage serait par ailleurs beaucoup moins significatif au Québec où les choix constitutionnels représenteraient la dimension dominante des alignements partisans (Johnston et al., 1992, chap. 3).

---

6. Ce sondage, effectué par le Service de la recherche de Radio-Canada/CBC en collaboration avec Richard Nadeau de l'Université de Montréal, a été réalisé par la firme CROP au Québec et par la firme Environics dans le reste du Canada entre le 17 et le 23 septembre 1993. 3 010 entrevues ont été complétées à partir d'un échantillon probabiliste ne prévoyant aucun remplacement dans le foyer. Pour plus de détails, voir Direction de la recherche Radio-Canada, Montréal, *Sondage SRC/CBC, Elections fédérales 1993*.

Deux indicateurs de notre sondage permettent de vérifier le bien-fondé de cette caractérisation. Le premier mesure l'opinion des personnes interrogées sur le rôle de l'État dans l'économie en leur demandant si le gouvernement fédéral devrait s'impliquer directement dans la création d'emplois ou en laisser l'initiative au secteur privé. Le second est une question demandant aux répondants du Québec quelle est la position constitutionnelle pour le Québec correspondant le mieux à leur opinion[7].

Le tableau 1 montre le lien entre la composition des clientèles électorales et les réponses obtenues à la question sur le rôle de l'État[8]. Ces données confirment les résultats d'études précédentes ayant montré que les préférences sur le rôle de l'État dans l'économie constituaient une composante importante des choix partisans dans le reste du Canada mais pas au Québec (voir Johnston et al., 1992, chap. 3). Alors que le caractère discriminant de ces préférences est très faible au Québec[9], les choix électoraux dans le reste du Canada sont influencés d'une manière significative par ce type de positionnement.

Les données du tableau 1 peuvent servir à classer les partis sur un axe de préférences allant du laisser-faire

---

7. Les choix offerts étaient l'indépendance, la souveraineté-association, le statut de province avec plus de pouvoirs et le statut de province avec les mêmes pouvoirs. Le libellé des questions sur l'interventionnisme et les positions constitutionnelles est fourni aux tableaux 1 et 3.

8. Cette variable semble mesurer d'une manière satisfaisante les préférences quant au rôle du gouvernement dans l'économie. Le fait d'ajouter à cet indicateur une question sur le choix entre la lutte au déficit et la lutte au chômage (la seule autre variable disponible mesurant les préférences économiques) modifie d'ailleurs très peu les résultats obtenus. L'emploi de batteries d'indicateurs reste néanmoins souhaitable pour mesurer les dimensions idéologiques des choix électoraux.

9. L'écart entre le Parti libéral du Canada et les autres partis au Québec peut être attribuable aux thèmes électoraux du Parti libéral (programme des infrastructures, etc.) plutôt qu'à un positionnement idéologique fondamental. Cet écart n'est d'ailleurs pas significatif dans le contexte d'une analyse multivariée (voir plus loin).

Tableau 1 : Composition des clientèles électorales en fonction de la position sur le rôle du gouvernement fédéral dans la création d'emplois (en %)*

Québec - Le gouvernement fédéral devrait :

	s'impliquer directement dans la création d'emploi	laisser la création d'emploi au secteur privé
Bloc Québécois	51	49
Parti conservateur	52	48
Parti libéral du Canada	65	35
Ensemble des électeurs	55	45

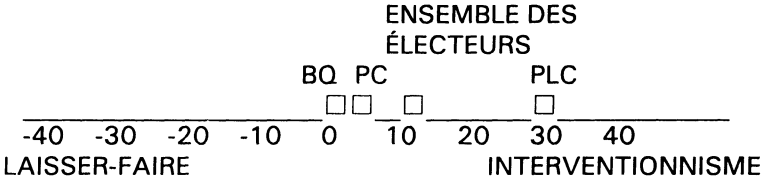
Reste du Canada - Le gouvernement fédéral devrait :

	s'impliquer directement dans la création d'emploi	laisser la création d'emploi au secteur privé
Parti réformiste	26	74
Parti conservateur	40	60
Parti libéral du Canada	63	37
NPD	73	27
Ensemble des électeurs	49	51

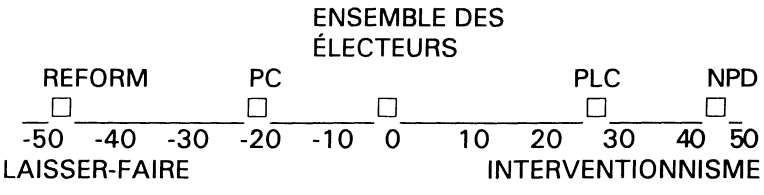
* Le nombre de répondants au Québec et dans le reste du Canada est respectivement de 742 et 1 495. Nous avons exclu les répondants discrets sur les questions de l'intention de vote et du rôle du gouvernement fédéral. Les pourcentages de discrets sont respectivement de 18% et de 9% au Québec sur les deux questions et de 17% et 6% dans le reste du Canada.

Graphique 1 : Positionnement idéologique des partis politiques fédéraux en fonction de la composition de leur électorat*

Québec



Reste du Canada



* La position des partis et de l'ensemble des électeurs est établie en soustrayant le pourcentage d'électeurs favorables au laisser-faire du pourcentage d'électeurs favorables à l'intervention de l'État.

économique à un interventionnisme étatique prononcé[10]. Le graphique 1 montre la proximité idéologique des partis québécois sur les questions économiques et illustre en quoi la présence du Parti réformiste a divisé les voix de droite dans le reste du Canada, privant ainsi le Parti progressiste-conservateur d'électeurs susceptibles de lui rester fidèles, non pas tant en raison de leur satisfaction envers le gouvernement sortant mais à cause de leur éloignement idéologique avec les partis d'opposition. Ces données montrent donc que l'électorat de Kim Campbell était formé à part pratiquement égale de "Red Tories" près des Libéraux et de radicaux pouvant aisément se reconnaître dans les politiques ou positions réformistes. Cela peut expliquer que les appuis conservateurs à la mi-campagne étaient plus friables qu'en temps normal pour un gouvernement sortant dans la mesure où ils étaient le fait d'électeurs assez peu éloignés au plan idéologique des partis d'opposition. En fait, à la mi-campagne déjà près de la moitié des électeurs favorables au laisser-faire et appuyant un parti de droite avait opté pour le Parti réformiste.

La faible prééminence du clivage sur le rôle de l'État au Québec est compensée par l'importance des positionnements fondés sur les options constitutionnelles. Les données du tableau 2 sont compatibles avec une pareille interprétation. On peut constater à sa lecture que le Bloc Québécois a pratiquement fait le plein des voix souverainistes et que le Parti libéral du Canada a trouvé ses plus fermes appuis chez les partisans du statu quo. Le P.C. semble avoir été confiné à

---

10. Nous supposons dans ce texte que le poids relatif des partisans de l'interventionnisme et du laisser-faire dans un parti est un bon indicateur du positionnement idéologique de cette formation politique de même que de la perception des électeurs de ce positionnement. Les données disponibles ne permettaient l'emploi que de ce seul critère pour classer les partis. On doit noter que plusieurs auteurs ont reconnu une certaine validité à ce critère. Ainsi, Christian et Campbell ont fait valoir que "most liberals are in the Liberal Party, most conservatives are in the Conservative Party and most socialists in the N.D.P." (1983: XIV). Cette approche fournit des résultats compatibles avec les travaux sur l'orientation idéologique des militants des principaux partis politiques (voir: Blake, 1988; Johnston, 1988; Archer et Whitehorn, 1990 et Archer et Ellis, 1994).

Tableau 2 : Composition des clientèles électorales en fonction de l'option constitutionnelle préférée pour le Québec lors de l'élection fédérale de 1993, Québec seulement (en %)*

	Souveraineté	Fédéralisme renouvelé	Statu quo
Bloc Québécois	69	26	5
Parti conservateur	21	59	20
Parti libéral du Canada	13	41	46
Ensemble des électeurs	42	39	19

Ne sais pas et refus = 224
N = 777

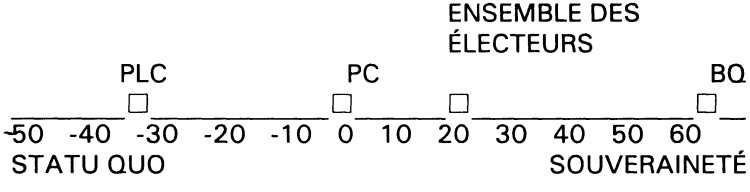
* La question du sondage était formulée ainsi: Laquelle des propositions suivantes correspond le mieux à votre opinion?

1- Le Québec devrait devenir un pays souverain, complètement indépendant du reste du Canada;
2- Le Québec devrait devenir un pays souverain mais conserver une association économique avec le reste du Canada;
3- Le Québec devrait demeurer une province canadienne mais disposer de plus de pouvoirs qu'il n'en a actuellement;
4- Le Québec devrait demeurer une province canadienne avec les mêmes pouvoirs dont il dispose actuellement.

la position centriste d'un Québec demeurant une province canadienne mais avec plus de pouvoirs. Là encore, sa domination n'est pas très nette. Dans la mesure où ces transferts de pouvoirs peuvent être perçus comme importants ou limités, on peut constater qu'un bon nombre d'électeurs du Bloc Québécois et du Parti libéral du Canada se sont également reconnus dans cette position constitutionnelle.

Le graphique 2 montre clairement en quoi l'arrivée du Bloc Québécois a sapé l'autre fondement de la coalition conservatrice, le nationalisme québécois. L'espace occupé par le Bloc Québécois est important et a relégué les conservateurs dans un corridor relativement étroit.

Graphique 2 : Positionnement constitutionnel des partis politiques fédéraux du Québec en fonction de la composition de leur électorat *



* La position des partis et de l'ensemble des électeurs est établie en soustrayant le pourcentage d'électeurs favorables au statu quo constitutionnel du pourcentage favorable à la souveraineté.

Pour apprécier l'importance de cette dernière observation, il convient de comparer le lien entre les positions constitutionnelles des Québécois et leur intention de vote lors des élections fédérales de 1988 et 1993. Les données des tableaux 3 et 4 sont intéressantes à cet égard.

Tableau 3 : Position sur la souveraineté du Québec et intentions de vote lors de l'élection fédérale de 1988, Québec seulement (en %)*

	Très favorable	Favorable	NSP	Défavorable	Très défavorable
PC	57	53	56	55	41
NPD	36	34	17	22	11
PLC	6	13	27	22	48
Ensemble de l'électorat	11	22	17	17	33

N = 447
Source : Canadian Election Study 1988. La question posée était la suivante : Quelle est votre opinion sur l'indépendance du Québec? Diriez-vous que vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé, tout à fait opposé ou encore n'avez-vous pas vraiment d'opinion?

Tableau 4 : Option constitutionnelle préférée pour le Québec et intentions de vote lors de l'élection fédérale de 1993, Québec seulement (en %)*

	Souveraineté	Fédéralisme renouvelé	Statu quo
Bloc Québécois	79	33	15
Parti conservateur	14	43	30
Parti libéral du Canada	7	24	55
Ensemble des électeurs	42	39	19

N = 777
* Voir Tableau 2 pour le libellé des questions.

On peut voir que le Parti progressiste-conservateur s'était rallié un appui majoritaire en 1988 dans un large éventail de l'électorat québécois, ne cédant le pas au Parti libéral du Canada que chez les électeurs les plus hostiles au projet souverainiste. L'arrivée du Bloc Québécois a sapé les positions conservatrices dans l'électorat le plus nationaliste cependant que l'électorat résolument fédéraliste gardait sa loyauté au Parti libéral du Canada, laissant au P.C. un électorat dont les vues constitutionnelles étaient somme toute peu éloignées de celles des partis d'opposition.

En fait, le groupe d'électeurs irréductibles sur lequel le Parti tory aurait dû compter est celui des souverainistes québécois : le fait que près de 90% d'entre eux[11] aient rejeté le Parti libéral en 1988 et en 1993 montre la réticence de ceux-ci envers le parti de Jean Chrétien et rend plausible l'hypothèse voulant qu'un nombre important d'entre eux, bien qu'insatisfaits des conservateurs, auraient quand même appuyé ce parti n'eût été de la présence du Bloc Québécois[12].

Toutes ces observations illustrent la grande vulnérabilité du P.C. en 1993. L'insatisfaction envers le gouvernement sortant conjuguée à l'étroitesse du corridor idéologique occupé

---

11. Bien que non identiques, les questions posées en 1988 et 1993 permettent néanmoins de cerner la composition des clientèles électorales en fonction des options constitutionnelles.

12. Divers sondages ont montré que la position très largement dominante dans le reste du Canada consistait à privilégier le statu quo pour le Québec (72% des personnes interrogées dans un récent sondage CROP/Environics/Radio-Canada partagent ce point de vue). Il semble donc que cet axe de référence, c'est-à-dire la place du Québec dans le Canada, ne constitue pas une source de différenciation importante des clientèles électorales hors Québec. D'autres aspects des relations entre francophones et anglophones (comme le soutien à la Loi sur les langues officielles, par exemple) seraient à l'origine de clivages partisans un peu plus prononcés (Voir: Johnston et al., 1992). Les données disponibles dans ce sondage ne permettaient pas d'explorer cette avenue. Nous croyons néanmoins que les deux «super enjeux» déterminants des alignements partisans au Canada ont pu être cernés avec nos données.

par ce parti rendait la position de cette formation politique très précaire. C'est cette vulnérabilité que nous allons de nouveau mettre en relief à l'aide d'une analyse multivariée.

Une analyse multivariée de la défaite conservatrice

L'effet spécifique des enjeux sur les choix électoraux des Québécois et des autres Canadiens ne peut être mesuré adéquatement que dans le contexte d'une analyse multivariée. Rappelons-nous que la présente recherche met l'accent plus particulièrement sur les facteurs de long terme qui permettent d'évaluer les choix des électeurs en regard de l'impact de certains enjeux importants. Dans cette perspective, l'inclusion dans notre modèle de mesures de la performance des partis et des chefs a davantage une visée de contrôle de l'effet de ces variables qu'un objectif de compréhension des interrelations entre les divers déterminants du vote.

En conséquence, l'inclusion dans notre modèle d'explication des choix électoraux individuels des principales variables indépendantes pertinentes permet de ne pas surévaluer l'impact des enjeux sur le vote. À cette fin, nous avons d'abord choisi de limiter l'analyse aux seuls francophones du Québec et aux seuls non-francophones du reste du Canada[13]. Nous avons, de plus, tenu compte des différences régionales dans le reste du Canada en incluant dans notre analyse des variables permettant de capter les spécificités électorales propres à quatre grandes sous-régions: les provinces maritimes, l'Ontario, le Manitoba/Saskatchewan de même que l'Alberta/Colombie-Britannique[14]. L'âge, le sexe, la scolarité et le revenu des individus ont également été inclus puis exclus de ces modèles en raison de leur contribution

13. La loyauté traditionnelle des non-francophones québécois et des francophones hors Québec envers le Parti libéral du Canada rend leur étude moins intéressante dans le cadre d'une explication du recul de l'appui au P.C.

14. Les variables régionales prennent la valeur 1 si le répondant réside dans la région considérée et 0 autrement. Dans notre modèle, l'Ontario constitue la catégorie de référence et c'est pourquoi elle n'apparaît pas dans la liste des variables du tableau 5.

extrêmement faible à l'explication d'ensemble des choix électoraux. Finalement, deux variables clés ont été incluses. L'une mesure l'évaluation des chefs de parti et l'autre la compétence des partis à régler un certain nombre de questions[15].

À ces équations de base ont été rajoutées les variables constituant les «super enjeux». Nous avons procédé en deux temps dans ce cas. Nous avons d'abord examiné l'impact des positionnements individuels sur le rôle du gouvernement fédéral dans la création d'emplois sur les choix électoraux dans le reste du Canada et au Québec[16]. Puis, nous avons examiné l'effet des préférences constitutionnelles sur les choix électoraux au Québec[17]. La forme générale des fonctions de vote estimées est la suivante :

15. La variable évaluation des CHEFS repose sur les échelles de 0 à 10 mesurant les évaluations générales des leaders. Pour chacun des contrastes, un indice a été obtenu en soustrayant l'évaluation du chef du second parti de la dyade de celle du chef de l'autre parti complétant la paire. La variable évaluation des PARTIS a été construite à partir des jugements des répondants relatifs au parti le plus apte à gérer une série d'enjeux considérés importants par chacun des électeurs. Comme pour les leaders, un indice a été obtenu pour chacun des contrastes en soustrayant le score du deuxième parti de celui de l'autre formation partisane.

16. La variable du rôle de l'État prend la valeur 1 lorsque le répondant souhaite une implication active du gouvernement fédéral dans la création d'emplois et 0 lorsqu'il opte pour réserver cette fonction au secteur privé.

17. Les choix constitutionnels sont opérationnalisés sous la forme de trois variables dichotomiques distinctes : la souveraineté, le fédéralisme renouvelé et le statu quo. Ces variables prennent des valeurs 0 et 1. Le fédéralisme renouvelé a été sélectionné comme catégorie de référence pour faciliter l'interprétation des résultats.

Québec (francophones seulement)

Intention de vote[18] = α_0 + α_1 Évaluation des chefs
+ α_2 Évaluation des partis
+ α_3 Enjeu dominant

Reste du Canada (non francophones seulement)

Intention de vote = β_0 + β1 Évaluation des chefs
+ β_2 Évaluation des partis
+ β_3 Région
+ β_4 Enjeu dominant

Les résultats de ces analyses de régression sont présentés aux tableaux 5 à 7. Tel que prévu, les variables relatives à l'évaluation des partis et des chefs ont un effet marqué sur les choix électoraux, tant au Québec que dans le reste du Canada. De façon générale, les évaluations des chefs ressortent comme les déterminants les plus puissants du vote avec des coefficients variant entre .32 et .62. Les évaluations de la performance des partis ont été des déterminants importants des choix électoraux avec des coefficients variant entre .09 et .21.

---

18. Notre variable dépendante étant constituée par trois catégories nominales ou plus (trois partis au Québec et quatre dans le reste du Canada), nous avons choisi d'élaborer les fonctions de vote selon la méthode de régression logistique multinomiale (Demaris, 1992; Press et Wilson, 1978). Cette forme particulière d'analyse logistique procède par des contrastes entre paires de catégories de la variable dépendante. Par exemple, les choix en faveur d'un parti donné sont mis en contraste avec les appuis accordés aux partis concurrents pris un à un. Pour chacune des paires, la variable dépendante est égale à 1 lorsque l'électeur appuie le premier parti de la dyade et 0 lorsque l'électeur accorde son vote au second parti. Les autres électeurs sont exclus de l'analyse. La pratique veut que pour une variable dépendante à M catégories, le modèle de régression logistique multinomiale repose sur une série de M-1 équations décrivant autant de contrastes. Il faut donc identifier une catégorie de référence qui constitue la base commune de comparaison dans chacun des contrastes. Notre choix s'est arrêté sur le Parti progressiste-conservateur compte tenu que cette formation politique constitue l'objet d'intérêt principal de cette analyse.

Tableau 5 : Une analyse de régression du vote conservateur dans le Canada hors Québec lors de l'élection fédérale de 1993

	Contraste PC/Reform	Contraste PC/PLC	Contraste PC/NPD
Constante	.52 (19.50)***	.48 (21.53)***	.74 (23.93)***
Évaluation des chefs	.32 (7.13)***	.45 (12.00)***	.00 (0.26)
Évaluation des partis	.15 (19.70)***	.14 (22.65)***	.21 (16.72)***
Régions			
Maritimes	.04 (1.20)	.01 (0.37)	-.05 (1.44)
Man./Sask.	-.08 (2.40)***	-.00 (0.11)	-.11 (2.78)***
Alta/CB	-.05 (1.88)**	.03 (1.04)	-.03 (1.07)
Intervention-nisme	.04 (1.88)**	-.06 (2.80)***	-.10 (4.00)***
N	801	1028	640
R^2 ajusté	.60	.59	.49

Test unilatéral
* $p < .10$
** $p < .05$
*** $p < .01$

Les entrées de ce tableau sont des coefficients estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires. Les chiffres entre parenthèses représentent la statistique t de Student pour chacun des coefficients.

Tableau 6 : Une analyse de régression du vote conservateur au Québec lors de l'élection fédérale de 1993
Modèle 1-interventionnisme

	Contraste PC/Bloc	Contraste PC/PLC
Constante	.36 (16.50)***	.52 (15.55)***
Évaluation des chefs	.62 (12.00)***	.54 (9.05)***
Évaluation des partis	.09 (9.50)***	.10 (8.38)***
Interventionnisme	.02 (0.66)	-.03 (0.87)
N	543	277
R^2 ajusté	.44	.50

Test unilatéral
* $p < .10$
** $p < .05$
*** $p < .01$

Les entrées de ce tableau sont des coefficients estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires. Les chiffres entre parenthèses représentent la statistique t de Student pour chacun des coefficients.

Tableau 7 : Une analyse de régression du vote conservateur au Québec lors de l'élection fédérale de 1993
Modèle 2- Choix constitutionnels

	Contraste PC/Bloc	Contraste PC/PLC
Constante	.47 (20.70)***	.54 (18.30)***
Évaluation des chefs	.55 (10.89)***	.50 (8.46)***
Évaluation des partis	.08 (8.80)***	.11 (9.00)***
Appui à la souveraineté	-.21 (6.54)***	-.02 (0.45)
Appui au statu quo	-.03 (0.58)	-.10 (1.91)**
N	568	299
R^2 ajusté	.47	.49

Test unilatéral
* $p < .10$
** $p < .05$
*** $p < .01$

Les entrées de ce tableau sont des coefficients estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires. Les chiffres entre parenthèses représentent la statistique t de Student pour chacun des coefficients.

Rappelons-nous que ces résultats nous montrent que les jugements quant à la performance des partis et des chefs constituent la toile de fond qui permet de situer les autres motivations des électeurs.

Les coefficients associés aux variables identifiant l'appartenance régionale des électeurs du reste du Canada sont significatifs pour la plupart, confirmant les fortes disparités régionales qui ont caractérisé les choix électoraux des Canadiens anglais à l'élection fédérale de 1993. Les effets les plus marqués ont favorisé le Parti réformiste dans les régions des Prairies et du Pacifique. Le P.C. et le Parti libéral du Canada ont souffert à peu près également de la concurrence du Parti réformiste dans ces deux régions du pays.

Ce sont les coefficients des variables renvoyant aux positionnements sur le rôle de l'État et la place du Québec qui nous intéressent évidemment le plus. Dans le premier cas, les résultats des tableaux 5 et 6 confirment l'hypothèse voulant que les préférences quant à l'intervention du gouvernement fédéral dans la création d'emplois aient eu de l'importance dans les choix électoraux mais uniquement à l'extérieur du Québec, les coefficients mesurant l'interventionnisme économique étant significatifs dans les trois contrastes examinés dans le reste du Canada alors qu'ils ne le sont pas dans les deux contrastes étudiés au Québec.

Dans le reste du Canada, les signes des coefficients de la variable rôle de l'État montrent que les partisans les plus affirmés du désengagement de l'État ont préféré le Parti réformiste au Parti progressiste-conservateur alors que les électeurs les plus favorables à un rôle actif du gouvernement ont choisi le Parti libéral ou le NPD. Les résultats montrent donc que le P.C. était surtout appuyé dans le reste du Canada par un électorat modéré sur les questions économiques, un groupe d'électeurs dont les vues se situaient à mi-chemin entre les positions du Parti libéral et du Parti réformiste. Cette proximité idéologique de l'électorat conservateur par rapport aux principaux partis d'opposition privait donc les Tories du contingent d'électeurs loyaux qui, en dépit de circonstances défavorables telles l'insatisfaction envers le gouvernement et

la performance décevante d'un chef, se résignent finalement à redonner sa confiance au parti gouvernemental perçu comme un moindre mal.

Le Parti progressiste-conservateur a également été pris en souricière au Québec s'agissant des positionnements individuels sur les options constitutionnelles. Ainsi que le montre le tableau 7, il apparaît clairement que ce parti a été boudé et par les partisans de la souveraineté (coefficient de -0,21; voir la première colonne) et par les partisans du statu quo (coefficient de -0,10; voir la deuxième colonne). En clair, les électeurs aux vues les plus tranchées sur les questions constitutionnelles ont opté pour le Bloc Québécois et le Parti libéral du Canada, laissant aux Conservateurs un noyau principal d'appuis chez ceux optant pour la position centriste du fédéralisme renouvelé. Or, comme cette position n'était pas incompatible avec l'émission d'un vote stratégique pour le Bloc Québécois (perçu comme plus apte à défendre les intérêts du Québec, par exemple) ou avec un appui au Parti libéral (mieux capable de défendre la cause fédérale canadienne), la loyauté des électeurs appuyant cette position était loin d'être acquise pour le P.C. Les transferts de voix au cours de la campagne entre le Parti progressiste-conservateur et ses adversaires l'ont amplement démontré.

Conclusion

Nous avons présenté un modèle tentant d'expliquer la déconfiture des Conservateurs à l'élection fédérale de 1993. Nous avons tenu compte dans notre analyse de l'émergence de tiers partis, des enjeux économiques et des choix constitutionnels ainsi que des évaluations relatives aux partis et aux chefs. Le positionnement des électeurs sur des enjeux importants a cependant été au cœur de notre analyse.

À cette fin, nous avons exposé les composantes d'un modèle simple permettant de voir pourquoi le Parti progressiste-conservateur, compte tenu de la structure de préférences qui a caractérisé deux «super enjeux», l'économie et le statut du Québec, n'a pu compter sur les contingents d'électeurs plus ou moins inconditionnels qui lui auraient

assuré une base minimale d'appuis pour aspirer, à tout le moins, au titre d'opposition officielle.

Dans l'électorat du reste du Canada, les Conservateurs se sont retrouvés coincés entre le Parti réformiste et le Parti libéral sur la question du rôle de l'État. Au Québec, ils ont échoué dans leurs efforts visant à se dégager une marge de manœuvre suffisante entre un Bloc Québécois souverainiste et un Parti libéral récoltant une part importante de ses appuis chez les partisans du statu quo.

La position délicate dans laquelle se sont retrouvés les Conservateurs s'explique bien sûr en partie par le bouleversement provoqué par l'arrivée du Bloc dans l'arène politique fédérale et par le succès du Parti réformiste dans le reste du Canada. Dans le premier cas, l'impact du Bloc a été d'autant plus dévastateur que les enjeux constitutionnels ont représenté un important cheval de bataille du gouvernement conservateur tout au long de ses deux mandats. Or, par sa présence sur la scène fédérale à l'élection de 1993, le Bloc Québécois a modifié de façon significative l'offre de choix disponibles en y introduisant l'option souverainiste absente jusque-là des programmes des partis fédéraux. Dans le reste du Canada, le Parti réformiste a élargi considérablement l'éventail des choix en ce qui a trait à l'idéologie économique. Cette fois-ci, le P.C., connu pour sa politique économique de tendance néo-libérale, s'est fait doubler sur sa droite par le Parti réformiste.

Cette étude a montré que l'idéologie économique avait joué un rôle dans les choix des électeurs du reste du Canada à l'élection de 1993, tandis que les électeurs québécois avaient plutôt été influencés dans leurs choix par les enjeux constitutionnels. L'influence des positionnements idéologiques sur le vote à l'élection de 1993 doit toutefois être mise en perspective avec le fond de scène de la performance passée ou anticipée des partis, surtout dans le cas présent où la satisfaction à l'endroit du gouvernement conservateur sortant était lourdement hypothéquée par l'usure de deux mandats successifs.

Notre analyse a mis en évidence une offre de politiques et une structure de préférences qui, dans les deux cas, se sont avérées nettement désavantageuses pour le P.C. L'effet

combiné de ce double phénomène est susceptible d'expliquer, du moins en partie, l'effondrement spectaculaire des Conservateurs à l'élection de 1993. Sur un fond de grogne populaire alimentée par des politiques honnies des électeurs jumelé à une performance décevante d'un nouveau chef, le jeu des structures de préférences mis en évidence dans cette étude peut contribuer à expliquer l'ampleur sans précédent de la chute conservatrice à l'élection fédérale de 1993. La question de savoir si cette situation reflète un glissement transitoire de l'électorat ou traduit au contraire une modification profonde et durable des alignements partisans au Canada reste toutefois ouverte.

BIBLIOGRAPHIE

Alt, James E. et Alec K. Chrystal, *Political Economics*, Berkeley, University of California Press, 1983.

Angus Reid Polls, *The Reid Report*, Toronto, The Angus Reid Group, octobre 1993, vol.8, no 9.

Archer, K. et Garon Ellis, «Opinion Structure of Party Activists : The Reform Party of Canada», *Revue canadienne de science politique*, 1994, vol. 27 : 277-308.

Archer, K. et Alan Whitehorn, «Opinion Structure Among New Democratic Party Activists : A Comparison with Liberals and Conservatives», *Canadian Journal of Political Science,* 1990, vol. 23: 101-114.

Blake, Donald, «Division and Cohesion : The Major Parties», dans Perlin, G. (sous la direction de), *Party Democracy in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1988, p. 32-53.

Christian, William et Colin Campbell, *Political Parties and Ideologies in Canada,* Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1983.

Clarke, Harold D., William Mishler et Paul Whitely, «Recapturing the Falklands : Models of Conservatives Popularity», *British Journal of Political Science*, 1990, vol. 20: 63-81.

Dalton, Russel J. et Martin P. Wattenberg, «The Not so Simple Act of Voting», dans Finifter, Ada W. (dir.), *Political Science : The State of the Discipline II*, Washington, The American Political Science Association, 1993.

Demaris, Alfred, *Logit Modeling : Practical Applications*, Newbury Park, CA, Sage, 1992.

Enelow, James et Melvin Hinich, (sous la direction de), *Advances in the Spatial Theory of Voting*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Finkel, Steven E., «Reexamining The Minimal Effects Model in Recent Presidential Campaign», *Journal of Politics*, 1993, vol. 55: 1-21.

Fiorina, Morris P., *Retrospective Voting in American National Elections*, New Haven, CT, Yale University Press, 1981.

Inglehart, R., «Changing Cleavage Alignments in Western Democracies», dans Dalton, R.J., S. Flanagan et P. Beck. P. (dir.), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

Jennings, M. Kent et Richard G. Niemi, *Generations and Politics: A Panel Study of Young Adults and their Parents*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

Johnston, Richard, André Blais, Henry E. Brady et Jean Crête, *Letting the People Decide. Dynamics of a Canadian Election*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992.

Johnston, Richard, «The Ideological Structure of Opinion on Policy», in Perlin, G. (dir.), *Party Democracy in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1988, p. 53-70.

Kelley, Stanley, Jr., *Interpreting Elections*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

Krosnick, Jon A., «Government Policy and Citizen Passion: A Study of Issues Publics in Contemporary America», *Political Behavior,* 1990, vol. 12: 59-92.

Lawrence, David G., «Ideological Extremity, Issues Distances and Voter Defection», *Political Research Quarterly,* 1994, p. 397-421.

Nadeau, Richard, Richard G. Niemi et Timothy Amato, «Prospective and Comparative or Retrospective and Individual? Party Leaders and Party Support in Great Britain», *British Journal of Political Science,* 1995.

Press, S.J. et S. Wilson, «Choosing between Logistic Regression and Discriminant Analysis», *Journal of the American Statistical Association,* 1978, vol. 73 : 699-705.